

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT
SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE
ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT
CENTRE INTERNATIONAL POUR LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS RELATIFS AUX
INVESTISSEMENTS
AGENCE MULTILATÉRALE DE GARANTIE DES INVESTISSEMENTS

J

Communiqué de presse n° 6(F)

29 septembre 2002

Déclaration de **M. O'NEILL**,
Gouverneur du FMI et de la Banque pour **ÉTATS-UNIS**,
en séance plénière

**Déclaration de M. O'Neill,
Gouverneur pour les États-Unis,
en séance plénière**

Messieurs les Présidents, Mesdames et Messieurs les Gouverneurs, Monsieur Wolfensohn, Monsieur Köhler, cette assemblée nous donne l'occasion de réfléchir sur les enjeux et la coopération qui ont marqué toute cette année, alors que nous avons cherché ensemble à relancer la croissance économique mondiale après le choc causé par les attaques terroristes de septembre 2001, à aider les pays à résoudre les crises financières, à trouver les moyens d'améliorer plus concrètement les conditions de vie dans les pays en développement, et à combattre le financement du terrorisme.

Les institutions financières internationales sont cruciales pour ces efforts, et nous nous félicitons de la contribution qu'elles apportent à la résolution de certains des problèmes les plus vastes et les plus redoutables auxquels se trouve confrontée la communauté internationale. Le FMI et la Banque mondiale jouent en effet un rôle vital dans les efforts concertés que nous déployons pour promouvoir la croissance et le développement. Dans le même temps, notre responsabilité commune est de continuer à chercher les moyens d'améliorer ces institutions, de manière à recentrer leurs objectifs et à les rendre plus efficaces.

L'engagement des États-Unis vis-à-vis du FMI et de la Banque mondiale est guidé par la conviction absolue que notre rôle, et celui de la communauté officielle tout entière, consiste à encourager les gouvernements à prendre eux-mêmes les mesures voulues qui les aideront à garantir leur succès économique. Cet objectif ne pourra tout simplement pas être atteint de l'extérieur. En revanche, ce n'est qu'en appuyant les États souverains qui gouvernent sainement et en les encourageant à investir dans leurs peuples et à accroître la liberté économique que nous stimulerons la croissance et le développement. C'est le facteur déterminant qui permettra de libérer le potentiel né de l'aspiration et de la capacité des peuples du monde entier à améliorer leurs conditions de vie.

Promouvoir la croissance mondiale

Nous savons bien que l'économie et les peuples de la planète ont tout à gagner lorsque la croissance dans tous les pays — et notamment dans les grandes nations industrialisées — progresse à la mesure de son plein potentiel. Le succès dans ce domaine repose sur l'adoption de politiques aptes à assurer une croissance vigoureuse et durable dans le monde entier.

Les États-Unis assument leur part de cet effort. Après un ralentissement peu prononcé, l'économie américaine est en voie de reprise. Et j'ai bon espoir que, dans le courant de l'année à venir, la croissance aux États-Unis connaîtra une nouvelle expansion conforme à son taux potentiel d'environ 3 à 3½ % du PIB.

La libéralisation des échanges commerciaux forme une composante clé de ce programme de croissance, et les États-Unis sont résolus à faire aboutir les négociations de l'OMC sur tous les points prioritaires du Programme de Doha pour le développement. Dans ce contexte, des progrès plus rapides peuvent et doivent être enregistrés en matière de libéralisation des services financiers. Nous nous félicitons des mesures prises par le FMI et la Banque mondiale pour intensifier leur action dans le secteur financier et nous avons bon espoir que la poursuite de leurs travaux dans ce domaine contribuera à l'édification de systèmes financiers plus solides.

Prévention et résolution des crises financières

Je tiens à insister sur le rôle primordial que joue la politique économique menée par le pays membre lui-même dans la détermination de son destin économique. Les pays qui appliquent des politiques budgétaire et monétaire saines, optent pour une bonne gestion publique, investissent efficacement dans le capital humain et assurent la liberté des transactions économiques inspireront confiance, attireront des ressources et établiront une assise solide sur laquelle fonder la croissance et la prospérité — et se protégeront ainsi contre la vulnérabilité aux crises financières.

Pour sa part, la communauté officielle doit avant tout chercher les moyens de prévenir les crises. Cette tâche revêt une priorité particulière pour le FMI, qui doit continuer à renforcer son aptitude à anticiper et à éviter les crises. Le FMI doit s'efforcer de détecter rapidement les signes de crise et d'agir promptement pour s'attaquer aux sources de vulnérabilité.

L'un des moyens essentiels de résoudre les crises consiste à établir un processus clair et prévisible pour les pays qui se retrouvent dans une situation où ils ne peuvent supporter la charge de leur dette, ni assurer son service. L'objectif n'est pas de rendre les défauts de paiement plus faciles ou plus probables, mais bien simplement de rendre la restructuration — si elle est nécessaire — plus ordonnée et plus prévisible. Les États-Unis notent avec satisfaction les progrès accomplis jusqu'à présent — grâce à la coopération entre les secteurs officiel et privé — vers l'application d'une approche contractuelle, fondée sur les mécanismes de marché, pour la restructuration des dettes souveraines. En outre, nous sommes déterminés à continuer de travailler avec le FMI à la formulation d'une approche légale de la restructuration.

Un mécanisme de résolution des problèmes de service de la dette offrira aussi une solution de remplacement aux montages d'aide officielle de gros montant. Cela nous permettra de limiter le volume des montages du FMI. S'il existe toujours la possibilité d'un financement officiel illimité pour aider les pays à corriger leurs problèmes, les décideurs ne sont guère incités à prendre les mesures difficiles qui sont nécessaires pour préserver la stabilité et réaliser une croissance soutenue. Lorsqu'il est décidé de fournir un volume exceptionnel de concours du FMI, cette décision doit être justifiée par des arguments solides.

Des progrès tangibles en matière de développement

Le développement économique est l'un des grands défis de notre époque. Nombreux sont ceux qui ont passé leur vie à éclaircir ses mystères. Il n'y a certainement pas de réponses faciles. Mais nous pensons qu'il existe quelques ingrédients essentiels — avant tout, les dirigeants doivent être déterminés à appliquer les politiques nécessaires pour assurer le succès économique et à prendre en main ces politiques.

La communauté internationale doit s'attacher à mettre en place les conditions dans lesquelles les individus disposent des outils et des chances nécessaires pour attendre leur potentiel humain — et améliorer l'avenir de leurs enfants et de leurs nations. C'est cet objectif concret qui doit être d'une importance suprême. Nous ne pouvons pas avoir de cesse que nous atteignons des résultats réels et tangibles sur le terrain.

Les États-Unis notent avec satisfaction les progrès accomplis vers cet objectif au cours de l'année écoulée. Les accords de Monterrey et de Johannesburg constituent une base importante pour continuer d'aller de l'avant tous ensemble. Par ailleurs, l'accord sur la treizième reconstitution de l'IDA, qui permettra de fournir une part importante des ressources sous la forme de dons et non de prêts, et de mettre davantage l'accent sur la mesure des résultats des programmes de l'IDA, représente un changement notable dans la manière dont les donateurs chercheront à aider les pays pauvres à trouver la voie du succès. C'est juste le début de ce que nous escomptons être une réorientation fondamentale de l'action des banques multilatérales de développement. Il s'agit maintenant pour celles-ci d'adopter les véritables changements nécessaires de leur mode de fonctionnement. Nous comptons sur la Banque mondiale pour prendre l'initiative dans sa collaboration avec ses partenaires de développement en vue de mettre en place une structure de responsabilité qui permettrait de normaliser et de mesurer une série de résultats prioritaires en matière de développement. Il faudra à cet effet déployer un effort soutenu en tenant compte des priorités établies, afin d'intégrer pleinement une stratégie axée sur les résultats dans chaque élément des travaux de la Banque mondiale. Les objectifs fixés dans la déclaration du millénaire constituent un point de départ.

Lutte contre le financement du terrorisme

Les États-Unis apprécient la solidarité qui a été démontrée dans la lutte contre le financement du terrorisme au cours de l'année écoulée. Nous devrions nous féliciter des succès déjà obtenus, mais le combat doit se poursuivre sur tous les fronts. Cela signifie qu'il faut mobiliser les ressources de la technologie, du renseignement et de la réglementation pour localiser et geler les actifs des terroristes, où qu'ils se trouvent. Cela signifie qu'il faut s'attaquer à l'infrastructure financière des terroristes pour rendre les mouvements internationaux de fonds plus malaisés, plus lents et plus visibles, et donc plus faciles à intercepter. Et cela signifie aussi qu'il faut veiller à ce que toutes les nations aient les capacités et les moyens techniques de couper court au financement du terrorisme.

Tous ces efforts nécessitent la coopération de toutes les nations du monde. Ensemble, nous devons nous attacher à préserver la liberté et la souplesse du système financier international, tout en démasquant ceux qui cherchent à s'en servir à des fins criminelles. C'est une tâche absolument prioritaire pour les États-Unis et nous y travaillons par les circuits multilatéraux et bilatéraux dans toutes les contrées du monde — pour la répression du crime, le partage de l'information, la réglementation et la surveillance financières.

Nous notons avec satisfaction que le FMI et la Banque mondiale ont entrepris depuis quelque temps, en collaboration étroite avec le GAFI et d'autres organisations, de mettre au point un système d'évaluation exhaustive des dispositifs de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme. Cela répond à un besoin crucial : il est indispensable de déceler les lacunes dans l'application des principes agréés par la communauté internationale afin de mobiliser l'assistance technique requise pour y remédier. Nous félicitons les institutions d'avoir lancé un programme pilote pour ces évaluations et les engageons vivement à mettre rapidement en œuvre cette initiative en coopération avec le GAFI.